Michel PICHETTE

professeur associé à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal
et membre du Groupe de recherche sur les usages et la culture médiatique depuis 2005

(2004)

“Les citoyens et les médias

S'il est un consommateur d'informations et un usager de médias, le «public» est avant tout constitué de sujets et de citoyens dont il importe plus que jamais de revendiquer l'autonomie, de faire la réhabilitation et d'entendre la voix.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Michel Pichette

“LES CITOYENS ET LES MÉDIAS. S’il est un consommateur d’informations et un usager de médias, le «public» est avant tout constitué de sujets et de citoyens dont il importe plus que jamais de revendiquer l’autonomie, de faire la réhabilitation et d’entendre la voix.”

Communication, Université d’été de l’Institut du Nouveau Monde, Montréal, août 2004.

Courriel : michel.pichette@gmail.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition numérique réalisée le 9 décembre 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Table des matières

[Introduction](#)

[Citoyen recherché dans le marché de la surinformation](#)

[S’informer avec les médias est exigeant et plus complexe qu’il n’y paraît](#)

[Vivre avec les médias, ça s’apprend !](#)

[Lire les informations entre les lignes](#)

[Les médias s’occupent de nous](#) : nous devons à notre tour nous en occuper

[Conclusion](#)

Michel Pichette

professeur associé à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal
membre du Groupe de recherche sur les usages et la culture médiatique

“LES CITOYENS ET LES MÉDIAS.”¹

S’il est un consommateur d’informations et un usager de médias, le «public» est avant tout constitué de sujets et de citoyens dont il importe plus que jamais de revendiquer l’autonomie, de faire la réhabilitation et d’entendre la voix.”

Communication, Université d’été de l’Institut du Nouveau Monde, Montréal, août 2004.

Introduction

« Lieu de doute, d’insécurité, d’obscurité et de mémoire, l’intériorité pourrait bien être la seule garantie qu’on possède de l’autonomie subjective fondant l’altérité, ce en quoi il faut à tout prix préserver les frontières si l’on tient à notre condition d’être historique et politique. » Céline Lafontaine²

[Retour à la table des matières](#)

Dans son ouvrage *La population face aux médias*, Lina Trudel écrivait³, en 1992, que les débats et la discussion politique sur les su-

---

¹ Je veux ici souligner toute ma reconnaissance à mon collègue Fernand Ouellet, consultant et formateur en éducation aux médias et à la citoyenneté, pour la collaboration qu’il m’a apportée dans la rédaction de ce texte.

² LAFONTAINE, Céline, *L’empire cybernétique. Des machines à penser à la pensée machine*, Seuil, Paris, 2004, page 224.

³ TRUDEL, Lina, *La population face aux médias*, Institut canadien d’éducation des adultes, VLB éditeur, Montréal, 1992, pages 29-30.

jets d'intérêt public se font maintenant par médias interposés. (...) Le champ de la communication sociale a ainsi tendance à se rétrécir de plus en plus à l'espace médiatique. Du fait de leur isolement et de leur éloignement croissant des centres de décision, les individus dépendent effectivement de plus en plus des médias pour obtenir les informations nécessaires tant pour faire face aux problèmes de la vie quotidienne que pour participer à la vie sociale. L'information est donc devenue un service essentiel au même titre que la santé et l'éducation. Aussi le droit du public à une information de qualité, diversifiée, plurielle et accessible est-il l'un des droits universels de la personne.

L'information est cet ensemble de renseignements de divers ordres dont tout individu a besoin pour se développer personnellement, pour apprendre, pour décider et pour exercer ses activités de consommateurs et ses responsabilités de citoyen. Celle-ci nous est accessible de nombreuses façons par les médias et son abondance est bien réelle. Nous pouvons aujourd'hui accéder à des contenus d'information de toutes sortes, de toutes qualités et de toutes les provenances : télévision par le câble et le satellite, Internet, presse écrite et publications spécialisées, radio, cinéma, jeux, publicités, musiques, produits dérivés, etc.

Quels que soient les traitements qu'ils utilisent et les intentions qu'ils poursuivent, les médias traitent toujours de sujets qui ont pour toile de fond des réalités qui se réfèrent à l'univers physique, affectif, social, politique, économique, éducatif, éthique, esthétique, artistique... Ces derniers ont toujours un rapport avec des enjeux de nos vies personnelles, de la société civile et de l'environnement. C'est principalement dans les médias que nous puisons aujourd'hui nos informations sur l'histoire dont nous sommes issus ou qui est en train de se faire, sur la finalité de la vie, sur les grands mythes et les valeurs, sur les produits de consommation matériels et culturels, sur les conditions nécessaires à notre santé physique et mentale, sur les conditions de vie et de travail des individus et des nations, sur la mondialisation et l'émergence des nouvelles puissances, sur les inégalités, sur les enjeux environnementaux et sur les biotechnologies, sur l'éthique médicale et de la recherche, sur le rôle de l'État et les enjeux de la privatisation, sur les agendas et les stratégies des décideurs politiques et éco-

nomiques, sur les droits de la personne, sur les responsabilités citoyennes... Voilà autant de sujets dont les médias sont nos principaux informateurs et dont nous avons besoin pour nous construire une opinion et prendre des décisions.

Quiconque cherche aujourd’hui à s’informer peut le faire et trouver ce qu’il recherche. Le Sommet des Amériques, l’invasion des États-Unis en Irak, le projet Noroît d’Hydro Québec, la politique de l’eau et la décision du CRTC concernant la station de Radio CHOI à Québec... n’auraient pas connu les débats et les manifestations qui les ont entourés sans l’existence de la presse d’information. Toutefois, s’il est juste de dire que nous ne manquons pas de sources de renseignements, il l’est tout autant d’affirmer que les médias ne nous renseignent pas tous de la même façon. Ils font appel à une grande variété de formes et de genres de traitements (journalistique ⁴, fictionnel, ludique, publicitaire) et à différentes stratégies de communication dont les intentions ne donnent pas toujours accès à la qualité, à la diversité et à la pluralité. L’information de qualité existe, mais encore faut-il s’informer, se tenir informé, savoir où trouver cette information et pouvoir s’en octroyer le temps. En cette époque dominée par la confusion des genres, par la concentration, la convergence et la marchandisation de « l’information » et de la culture, cela exige une bonne dose d’héroïsme : il nous faut dorénavant dépasser la réception quotidienne ordinaire et spontanée que nous faisons des médias.

---

⁴ Nous nous référons ici au Guide de déontologie de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec (www.fpqj.org) et aux Droits et responsabilités des médias définis par le Conseil de presse du Québec : www.conseildepresse.qc.ca.

Citoyen recherché dans le marché de la surinformation

« Après le 11 septembre, avec les paradoxes puants de la globalisation, la glaciation des âmes et des coeurs en guerre – un univers de la mort considérée comme seul système viable... D'un coup, je me suis senti vieux. Avec, chevillée à l'esprit, dernier rempart contre l'amertume, la nostalgie d'un autre temps, celui où les hommes savaient davantage pourquoi ils souffraient et luttaien^t. » Tony Cartano ⁵

[Retour à la table des matières](#)

Nos expériences médiatiques sont constituées des interactions que nous entretenons avec tous les médias des grands systèmes industriels, marchands, institutionnels et technologiques de communication auxquels nous nous branchons ou sommes exposés quotidiennement. Tous ces médias (presse, télévision, radio, cinéma, Internet, publicité et les produits dérivés les plus divers) rendent possible la diffusion de toutes sortes d'informations. Ils exercent un rôle d'informateur déterminant dans notre vie individuelle et dans la société en alimentant les connaissances et le «savoir de base» qui servent massivement de référence pour apprendre et pour juger des réalités ou des événements, prendre des décisions et former l'opinion publique.

Soyons sévères. Nous vivons à l'ère d'une spectacularisation médiatique du monde qui génère une confusion entre le proche et le lointain, entre le présent et le passé, entre le privé et le public. Le consommateur y remplace dorénavant le citoyen et la valorisation des démesures de l'individualisme favorise les performances de l'hypermarché qu'est devenue la société. L'imposture du publicitaire et la marchandisation de l'information nous enveloppent de toute part avec leur « tout va » aux critères de jugement axés sur le quantitatif et les valeurs marchandes de l'athlète olympique, de l'artiste, de l'intellectuel, du chercheur scientifique, du politicien... et de la qualité de l'information journalistique elle-même. Nous vivons effectivement dans

---

⁵ CARTANO, Tony, *Milonga*, roman, Albin Michel, Paris, 2004, page 319.

un marché de surinformation où les médias et leurs artisans prétendent agir au nom de l'intérêt public quand leur principal souci est de captiver notre intérêt privé de consommateur par un jeu de spectacles qui veut défier la concurrence en vue d'accroître leurs cotes d'écoute, leurs auditoires, leurs lectorats, leurs profits et leur renommée.

Devant l'écran du spectacle quotidien de toute l'information qui est donnée à voir, à lire et à entendre par les *médias de masse*, au travers leurs mixtures de bruits de mises en scène et de mises en page, de titres, de textes, d'images, de sons, de mouvements et d'intentions variées de communication, il y a des lecteurs, des auditeurs, des télé-spectateurs et des internautes : c'est-à-dire des « publics » avec leurs propres interactions. La réalité de ces derniers n'est pas d'abord celle d'un « consommateur », d'une cote d'écoute, d'un audimat ou d'un lectorat comme la majorité des décideurs des médias, de leurs professionnels, de leurs promoteurs et de leurs analystes parviennent à nous convaincre à force d'être les seuls à dessiner nos profils et à parler de nous. S'ils sont des consommateurs, des usagers de médias et d'informations, ces « publics », dont la parole n'existe que si elle se conforme à l'agenda des médias, sont avant tout constitués de sujets et de citoyens dont il importe plus que jamais de revendiquer l'autonomie, de faire la réhabilitation et d'entendre la voix.

En 1984, dans une caricature publiée par le journal *La Presse*, Girerd ⁶ nous offrait le dessin d'un téléspectateur caché sous sa table pour avaler son plat de pâtes pendant que sur l'écran du téléviseur allumé était diffusé un reportage sur une famine sévissant alors en Éthiopie. Son attitude exprimait la gêne, la honte et la culpabilité. Aujourd'hui, devant la surabondance des titres et des images télévisées, le dessin de Girerd nous donnerait peut-être à voir un spectateur avide de curiosité, séduit et captif de ce qu'il voit mais, immobile, cynique, impuissant, réfugié et bien barricadé entre les murs de ses droits et de sa vie privée. Un téléspectateur confus, résigné et mystifié tout à la fois d'assister dans la distance et l'instantanéité au déroulement en direct d'événements qui lui renvoient l'impression du désordre incessant d'un monde sur lequel il a de moins en moins le sentiment d'avoir du pouvoir.

---

⁶ GIRERD, « Éthiopie 1984 », caricature, journal *La Presse*, page éditoriale.

Cela se passe de plus en plus ainsi aujourd'hui où la concentration de la richesse et du pouvoir se retrouve dans les mêmes cercles, où domine la mystification de l'économisme, où « la participation aux élections diminue partout ⁷ » où, enfin, le temps et l'espace ont perdu leur place devant le rythme et le montage des machines médiatiques de la séduction, de la persuasion et de la vente. L'on scrute davantage ce qui se passe dans la chambre à coucher d'une vedette et d'un quidam plutôt que de surveiller les actes immoraux qui se produisent dans les conseils d'administration; l'on diffuse les funérailles de chefs d'État dont on gomme le passé pour en faire soudainement des héros; les enjeux démocratiques et politiques ne sont plus que « flashes » et objets de conversations sympathiques, divertissantes et cyniques; des guerres bien lointaines et des prises d'otages s'entremêlent avec des ouragans dévastateurs, avec des décisions politiques dont on ne connaît que les slogans et des promotions de toutes sortes.

Tout comme dans l'Antiquité grecque on attribuait à l'humeur des dieux ce sur quoi on n'avait pas de contrôle, la surabondance d'information dans laquelle nous vivons nous fait vivre dans une pensée magique nourrie par les illusions médiatiques où « voir égale comprendre et où la répétition remplace la démonstration du vrai ⁸ ». Quand on se borne à faire un bilan olympien de l'occupation des civières dans les salles d'urgence, écrit Armand Dubois ⁹, on ne peut faire que créer et renforcer chez les citoyens le sentiment qu'il ne peut rien y faire, pas plus que l'État, et qu'il faut donc donner crédit aux ténors de la privatisation qui, parallèlement, trouvent l'oreille attentive des médias sensibles au discours de la rentabilité (dont, d'ailleurs, 13 des plus importantes entreprises médiatiques canadiennes ont totalisé plus de 4 mil-

---

⁷ MILNER, H. La compétence civique. Comment les citoyens contribuent au bon fonctionnement de la démocratie, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2004.

⁸ RAMONET, Ignacio, Extrait d'une entrevue. Voir : <http://acrimed.samizdat.net/bulletin/ramonet.html>.

⁹ DUBOIS, Armand, « Avoir une approche pédagogique », Médias et vie démocratique, Actes du séminaire tenu à Québec le 1er novembre 2002 par le Centre d'études sur les médias et Conseil de presse du Québec, page 89.

liards de profits en 2003). Dans ce contexte les règles de la démocratie sont violées. Le citoyen est dépossédé de son pouvoir d'intervention : il se sent dépassé et ne voit pas d'autres solutions que la seule qui lui est proposée.

S'informer avec les médias est exigeant ¹⁰ et plus complexe qu'il n'y paraît

« Une photo en première page suffit à dérouter le lecteur pourvu qu'on le titille où ça chatouille. Peu importe alors que la peste et le choléra soient aux portes de Jérusalem. C'est ça mon métier : pourvoyeur de gratouille ». Tony Cartano ¹¹

[Retour à la table des matières](#)

Les médias sont des agents culturels déterminants. Ils occupent les territoires de la vie privée et ils exercent un leadership dans des champs névralgiques de la vie citoyenne. Ils sont les machines à véhiculer et à fabriquer les façons de penser contemporaines. L'interaction quotidienne que nous entretenons avec tous les messages médiatiques joue ainsi un rôle constitutif de ressources symboliques et cognitives pour l'élaboration de nos récits personnels concernant notre propre vie, la sphère publique et l'exercice de notre citoyenneté. Cette interaction affecte notre vie personnelle, nos relations humaines, la vie démocratique, l'éducation, les modèles esthétiques et de consommation. La réception de ces messages s'abreuve de multiples sources médiatiques et ces dernières imprègnent de façon significative

---

¹⁰ BOURGAULT, Pierre, Propos tenu dans l'une de ses chroniques radiophoniques de l'émission Indicatif présent, Première Chaîne de Radio Canada, 2003.

¹¹ CARTANO, Tony, Milonga, roman, Albin Michel, Paris, 2004, page 358.

l'interprétation que nous nous faisons des événements de l'actualité au travers la *lecture* spécifique des «informations journalistiques ¹²».

Notre réception *ordinaire* des nouvelles quotidiennes se fait au travers une complexité qui ne facilite pas leur *lecture* critique. En effet, leur interprétation passe par le «filtre» de nos expériences de vie (notre histoire, notre formation), par l'imprégnation des *colorations* et des représentations du réel véhiculées par la variété des médias que nous avons l'habitude de consommer. Les films *Terminator*, *Independence Day*, *Fahrenheit 9/11* font partie de l'arrière fond de notre réception de nouvelles concernant la guerre des États-Unis en IRAK. Le film *The Matrix* participe à notre interprétation des avancées technologiques dans le domaine des biotechnologies et de la cybernétique. *L'erreur boréale* et les publicités sur l'automobile influencent notre lecture des enjeux environnementaux. Les *Fear Factors*, les *Bougon*, les émissions de télé-réalité ¹³ et les *Tout le monde en parle* de la télévision, de la radio et de la presse écrite contribuent au renforcement de l'idée qu'il faut davantage d'autorité, de mesures de sécurité, de changements qui génèrent plus de privé, plus de marché et moins d'État et, enfin, que tout se vaut faute de débats et d'enquêtes.

S'informer et se tenir bien informé requiert dorénavant l'exercice d'une responsabilité individuelle et citoyenne exigeante qui ne se confond pas avec la seule liberté de choisir parmi la variété des produits offerts sur le marché des informations. Comme dans un « rafting » de rivière remplie d'écueils, cela exige de se doter d'une « carte », d'un fil conducteur pour y piloter nos navigations au travers les rumeurs médiatiques de fond. Cela requiert une compétence et des connaissances que la seule expérience de la consommation ordinaire quotidienne des médias ne peut combler. Cela exige d'observer tout à la

---

¹² Fédération professionnelle des journalistes du Québec, Guide de déontologie , www.fpqj.org et Conseil de presse du Québec, Droits et responsabilités des médias , www.conseildepresse.qc.ca

¹³ « Les fondements de la télé-réalité sont ... fort simples. Un enjeu, le pouvoir, une quête spécifique, la notoriété et un moyen, les épreuves fatales ». NGUYÊN-DUY, Véronique, « Le phénomène Star Académie. Le Québec dans le concert des nations cathodiques », *L'Annuaire du Québec* 2004, Fides, Montréal, page 502.

fois le travail des médias et les usages que nous en faisons nous-mêmes.

Le fait d'accéder à davantage d'informations qu'auparavant cache l'existence d'une combinaison de facteurs qui relativisent les conditions de leur accessibilité. Chaque individu se retrouve avec la possibilité d'interagir avec une masse d'informations médiatiques dont les richesses sont incalculables en même temps qu'il doit se donner des repères nouveaux d'usage, de lecture, de hiérarchisation et d'interprétation dans un paysage où s'entremêlent la meilleure et la pire des qualités d'une information devant desservir l'intérêt public et non seulement l'intérêt du public. La presse d'information n'échappe pas à cette réalité.

De tous les médias et genres d'information, la presse d'information journalistique est celle qui a pour intention et fonction de faire connaître et d'expliquer une réalité, un événement, un fait, une idée afin de nous aider à comprendre rationnellement le monde dans lequel nous vivons, à exercer notre jugement et à décider de nos actions. Le journaliste, écrit Pierre Sormany ¹⁴, est celui dont le métier est de rapporter l'événement au bénéfice de ceux qui n'ont pu y assister ou pour permettre à ceux qui en ont été témoins de pondérer leur jugement en le confrontant avec un commentaire externe, avec des données additionnelles. En ce sens, il n'est pas là pour indiquer ce qu'il faut penser, ni pour louer ou réprimander qui que ce soit. Il est là pour témoigner. Il est l'œil délégué par le « lecteur », l'oreille qui doit écouter ce qui se dit, la bouche qui, par procuration, doit poser les questions les plus pertinentes, au nom de tous ceux qui n'ont pas accès à cette information de première main.

Parlant avec sévérité de la situation québécoise, Florian Sauvageau ¹⁵, un observateur vigilant des médias, écrit que les consommateurs ont aujourd'hui accès à une abondance de contenus médiatiques

---

¹⁴ SORMANY, Pierre, *Le métier de journaliste*, Boréal, Montréal, 2000, page 25.

¹⁵ SAUVAGEAU, Florian, « Convergence, concentration et diversité des médias : mythes et réalités » *L'Annuaire du Québec 2004*, Fides, Montréal, page 562.

(d'aucun parle même de surinformation), mais cette apparente variété entraîne-t-elle la diversité d'information et d'opinion souhaitée ? *More of the same*, disent les Anglophones. Certains auteurs estiment qu'il faut aussi s'intéresser à ce que chacun consomme réellement : combien de sources différentes d'information le citoyen fait-il l'effort de consulter ? Par contre, on peut bien lire trois ou quatre journaux chaque jour et regarder plus d'un télé journal, quelques détails, textes d'opinion et présentations mis à part, la diversité est loin d'être au rendez-vous. Le contenu ne varie guère d'un média d'information à l'autre. Chacun couvre les mêmes événements, souvent artificiels et les mêmes déclarations officielles des personnalités publiques. Et chacun fait de la même manière, à partir des mêmes techniques et formules journalistiques stéréotypées. Le caractère routinier des pratiques professionnelles, constant d'un média d'information à un autre, où l'enquête n'a plus le temps d'être menée, ne contribue-t-il pas tout autant que la concentration de la propriété et au marchandisage de l'information à l'uniformité des contenus ? Autre exemple, le fait que les mêmes célébrités du milieu des intellectuels, du spectacle et des journalistes, dont les déclarations, entrevues et textes, souvent sur les mêmes sujets, sont disséminés dans nos médias, ne constitue pas non plus la meilleure garantie de la diversité des opinions.

Aujourd'hui, explique de son côté Armande Saint-Jean ¹⁶, la liberté de presse est devenue dans les faits une liberté d'entreprise, le droit à l'information (journalistique) un référent abstrait et l'information une industrie qui obéit comme les autres aux règles du marché et à la logique de la rentabilité. Selon elle, la presse serait en proie à un monolithisme affligeant du point de vue de l'éditorial et est devenue le lieu de rencontre de toutes sortes de tendances mercantiles qui brouillent les frontières entre l'information et la promotion. Il s'ensuivrait une baisse de la qualité de l'information ¹⁷, désormais caractérisée par une subjectivité accrue, une augmentation des *softs news*, une diminution de l'analyse, l'omniprésence du discours de promotion, enfin, la survalorisation des vedettes et du commentaire. (...) Le sensationna-

---

¹⁶ SAINT-JEAN, Armande, *Éthique de l'information. Fondements et pratiques au Québec depuis 1960*, Les Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 2002, page 279.

¹⁷ SAINT-JEAN, page 278.

lisme gagne du terrain et les pratiques s'ajustent constamment à de nouveaux barèmes où ce qui était impensable hier devient monnaie courante le lendemain. Même la désinformation et la manipulation de l'information par les pouvoirs politiques, économiques ou policiers, se trouveraient favorisées par les exigences d'une société axée sur la consommation du spectacle : les bavures de l'information instantanée sont jugées inévitables; les invasions de la vie privée ne sont plus condamnées comme du voyeurisme mais justifiées par le nécessaire étalage des calamités sociales. Plus grave encore, les médias ne fournissent pour ainsi dire plus de forum où démontrer et dénoncer l'hyper médiatisation de phénomènes marginaux et l'affligeante absence d'informations sérieuses et d'analyses rigoureuses sur des enjeux fondamentaux.

Réfléchir à l'information dont une démocratie a besoin, écrit Anne-Marie Gingras ¹⁸, suppose d'abord d'accepter de décentrer son regard des contraintes commerciales ou organisationnelles des médias pour se concentrer plutôt sur la manière dont on (les citoyens) utilise l'information. Mais, comme le soulignait, en janvier 2003, le rapport final du Comité conseil sur la qualité et la diversité de l'information ¹⁹, on ne peut attendre qu'une écrasante majorité de la population manifeste son insatisfaction ou ses préoccupations face à l'information. Un grand nombre d'études de toutes sortes démontrent en effet les liens étroits qui s'établissent entre les goûts exprimés par le public et les produits d'information que les entreprises offrent sur le marché. C'est seulement dans une perspective à long terme qu'on peut envisager qu'à travers des activités systématiques d'éducation, on pourra modifier la culture du public face à l'information et susciter une vigilance accrue ainsi qu'un esprit critique.

---

¹⁸ GINGRAS, Anne-Marie, « Espace public et pratiques journalistiques », Actes du séminaire tenu à Québec le 1er novembre 2002 par le Centre d'études sur les médias et Conseil de presse du Québec, page 43.

¹⁹ Comité conseil sur la qualité et la diversité de l'information, Rapport final, MCCQ, Québec, janvier 2003, page 71

Vivre avec les médias, ça s'apprend !

«Dans la société humaine, penser est la transgression la plus radicale.
La pensée critique, voilà la subversion absolue.» Philip Roth ²⁰

[Retour à la table des matières](#)

Parler de surinformation lorsqu'on observe tout ce que les médias nous offrent à consommer, c'est parler d'abondance de marchandises médiatiques et référer au sentiment d'être informé à force d'entendre la multitude des bruits qui nous sont bombardés. Dans cette compréhension de la réalité, il est possible de dire que nous sommes bien davantage surexposés à l'abondance d'informations que *surinformés*. Il en va tout autrement de savoir si cette information présente les qualités de traitement, de pluralité et de diversité nécessaires. Dans quels médias avons-nous l'habitude de nous informer ? De qui et de quoi nous informe-t-on ? Sommes-nous, d'autre part, des citoyens qui s'informent suffisamment et adéquatement ? Car, être informé, ce n'est pas simplement être exposé à l'abondance de tous les «bruits informationnels» qui inonde notre vie quotidienne. Si tous ces «bruits» (ou éléments culturels) constituent bien des éléments d'information, ils ont besoin d'être transformé par chacun de nous en connaissance. Et, pour que l'on puisse parler de connaissance, il faut que surviennent une discrimination et une synthèse de ces éléments disparates d'information au moyen d'un schéma intégrateur situé dans la conscience du sujet qui les perçoit ²¹. C'est cette activité critique, objectivante, qui permet d'être en mesure de se faire un libre et lucide avis permettant d'utiliser ces informations pour prendre des décisions en rapport avec les enjeux importants qui concernent la qualité de notre vie per-

---

²⁰ ROTH, Philip, J'ai épousé un communiste, roman, Gallimard, 2001, Paris.

²¹ PROULX, Serge, "Culture de l'école, culture des médias", chronique Familles et médias, revue Le Familier, Fédération des unions de famille, Montréal, juin 1995

sonnelle comme pour participer et agir sur la qualité de la vie démocratique.

Les informations variées que diffusent les médias recourent à des stratégies et à des processus complexes et nouveaux de construction qui changent plusieurs des modalités traditionnelles par lesquelles nous accédions à la communication des savoirs et à leur appropriation. D'une part, plus difficiles à décoder qu'il ne le semble, les langages et les activités des médias nous immergent dans un univers dominé par une rhétorique séductrice qui interpelle les désirs et les émotions, la rationalité tout autant que l'irrationalité dans une activité instantanée de réception qui rend ardu le recul réflexif et les interactions nécessaires à la connaissance et à la compréhension. D'autre part, ils choisissent et hiérarchisent pour nous des informations dont le repérage des intentions de communication, des auteurs, des décideurs et des sources est plus complexe que dans le cas des documents traditionnels (cela est particulièrement le cas d'Internet). Enfin, les médias avec leurs empires industriels, leurs professionnels, leurs spécialistes et organismes de représentation dominant tout le paysage de la communication, l'agenda du débat public tout autant que la parole et la critique citoyenne de la qualité de leurs activités. Donnons ici pour exemple le Conseil de presse du Québec qui ne parvient toujours pas à alimenter un débat public permanent sur la qualité de l'information. Alors que cela devrait pourtant être l'une de ses missions, il est dépourvu de moyens de conscientisation et d'animation des citoyens. Cela s'expliquerait-il par le fait que son financement provient massivement des entreprises et que les journalistes ne reconnaissent pas à ceux qui ne le sont pas la compétence de parler de la presse d'information ? ²² Soulignons toutefois que les médias sont peu intéressés à accorder du temps ou de l'espace au CPQ, pas plus qu'ils n'acceptent de diffuser les critiques dont ils sont la cible de la part de leurs publics. Rappelons enfin que les rares émissions consacrées aux médias, il y a de cela plusieurs années (*C'est la faute aux médias*, *Le Point Médias*, etc.) étaient produites par une télévision publique et consistaient la plupart

---

²² Le Conseil de presse est composé d'un tiers de représentants du milieu des entreprises de presse, un tiers du monde journalistique et un tiers du « public ». En principe, son président doit être issu du « public »

du temps en une glorification de l'héroïsme du métier de journaliste ou à faire la promotion de sa programmation.

Un peu comme l'arbre qui cacherait la forêt, la multitude des bruits informationnels nous plonge quotidiennement dans des résonances qui nous font perdre le sens de la mise en perspective, le recul et la conscience de l'ensemble. Apprendre à vivre avec les médias comporte plus que jamais la nécessité d'accroître l'accessibilité de tous au développement et à l'enrichissement de la maîtrise de la langue écrite et parlée, de la connaissance historique, littéraire, scientifique et philosophique en même temps que la maîtrise des habiletés du jugement critique, la capacité de développer une pensée autonome et une réflexion personnelle sur le sens et les valeurs individuelles et collectives. Cela comporte aussi la nécessité d'apprendre à « lire entre les lignes » les informations médiatiques de toutes sortes et, enfin, l'exercice d'une « nouvelle » responsabilité citoyenne.

Il s'agit ici d'une responsabilité qui valorise le citoyen comme sujet en tant que lieu de réflexion, de jugement et d'action autonome dans la société civile. Un citoyen qui se pose en observateur des médias tout autant que des usages qu'il en fait pour comprendre et « lire entre les lignes » ce qu'ils disent, pour faire entendre d'autres exigences que celles que ces mêmes médias inscrivent à leurs agendas et pour faire des médias l'objet d'un débat social aussi important que celui qui porte, par exemple, sur la santé et l'environnement. Une responsabilité qui offre les moyens de développer une vue surplombante et critique sur le travail des médias pour discuter et débattre de leur responsabilité sociale et de la qualité de ces derniers.

Lire les informations entre les lignes

[Retour à la table des matières](#)

« Lire les informations entre les lignes » signifie la capacité de faire une lecture critique de tous les documents médiatiques afin d'en rendre possible la réception et l'appropriation plus active et autonome en se dotant d'outils permettant d'évaluer la qualité d'une information, de repérer sa source et d'être mieux averti face aux séductions de

sa rhétorique médiatique. C'est se donner les moyens de connaître les mécanismes qui président à l'agenda des médias, au choix d'une information par rapport à d'autres ou au silence d'un ou de plusieurs médias sur certaines réalités. C'est savoir reconnaître comment les informations sont le résultat d'une construction et qu'elles ne représentent jamais rien d'autre qu'un regard, un point de vue, aussi riche et bien exprimé soit-il sur une réalité. C'est pouvoir interpréter tous les genres d'information fabriqués avec les langages de l'écriture, de l'image, du son et du mouvement. C'est être en mesure d'appliquer les questions suivantes à tous les documents médiatiques : Qu'est-ce qu'on me dit ? Pourquoi ? Quelle représentation et quelle explication de la réalité me donne-t-on à *consommer* ? Quel est le contexte ? Qui m'informe ? Comment m'informe-t-on ? Est-ce suffisant ? À qui s'adresse-t-on ? Qu'est-ce que j'en pense ? Qu'est-ce que je peux en faire ? Qu'est-ce que je peux faire pour assurer une information libre, de qualité, diversifiée, accessible et plurielle dans ma région, dans mon pays, dans le monde ? C'est, enfin, être informé sur l'information pour pouvoir s'exprimer et communiquer à leur sujet. ²³

Les médias s'occupent de nous : nous devons à notre tour nous en occuper

« Pour vivre dans un monde à notre goût, faut s'en mêler... » Daniel Boucher, auteur, compositeur et interprète.

[Retour à la table des matières](#)

Moins les citoyens investissent de temps à se tenir bien informé pour comprendre les grands enjeux qui font l'objet de décisions qui affectent leur propre vie et celle de la société, moins ils sont en mesure de comprendre ces enjeux et d'en faire l'explication. Ils se vivent impuissants et démunis pour participer aux décisions des moyens

---

²³ Pour une définition élaborée de l'éducation aux médias, voir le site du Centre de ressources en éducation aux médias (CREM) à l'adresse : www.reseau-crem.qc.ca

d'orienter ou de dévier leur cours en imaginant et proposant des voies alternatives. Moins ils s'intéressent aux affaires publiques et politiques, en se tenant informé, plus la démocratie s'affaiblit, plus elle atténue la responsabilité et l'écoute des élus et de l'État comme en font état les travaux récents de H. MILNER ²⁴. La diminution de la qualité et de la diversité de l'information offerte par les médias et de la capacité des individus d'en faire une «lecture» régulière, diversifiée, autonome et critique est l'un des dangers qui menace l'exercice de la compétence citoyenne.

Dans son article « Convergence, concentration et diversité des médias : mythes et réalité » ²⁵, Florian Sauvageau conclut qu'il faut situer la réflexion sur les médias, la diversité et la démocratie dans un cadre qui dépasse les médias traditionnels et le problème de la concentration. « Il ne faut pas trop attendre des grands médias commerciaux, écrit-il. La rentabilité sera toujours leur premier souci. Ce sont les médias de toutes natures (privés, publics, communautaires, « nouveaux médias », etc.) qui contribuent, dans l'ensemble, à la diversité d'information et d'opinions et au pluralisme qu'exige la vie démocratique. (...) Quels que soient les efforts que fassent les médias pour tendre vers la plus large diversité, ils ne répondront jamais aux attentes de ceux qui conçoivent l'information comme un outil de mobilisation et se reconnaissent davantage dans les pages des journaux militants ou sur le Web où s'invente, dans l'interactivité et les échanges, une nouvelle manière d'alimenter le débat démocratique. Ces échanges ne répondent certes pas aux normes du journalisme professionnel, mais constituent pour plusieurs un contrepoids à la pensée dominante.»

Cette affirmation reconnaît que la presse d'information consommée par la majorité des citoyens manque de diversité. Elle reconnaît aussi, d'une certaine façon, que cette dernière échappe à ses responsa-

---

²⁴ MILNER, Henry, *La compétence civique. Comment les citoyens contribuent au bon fonctionnement de la démocratie*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 2004.

²⁵ SAUVAGEAU, Florian, «Convergence, concentration et diversité des médias : mythes et réalités» *L'Annuaire du Québec 2004*, Fides, Montréal, page 564.

bilités et se fait trop souvent l'écho et le support des manipulations du commerce, de la pub, du marketing et des lobbies. Elle ignore cependant tout le reste du paysage médiatique qui, avec ses programmations télévisuelles et radiophoniques, son cinéma, ses magazines et ses « parle-parle, jase-jase » de tout acabit, ses spectacles, ses jeux, ses musiques et ses sites Internet, etc. exerce une influence tout aussi marquante sur le travail et les normes professionnelles de la presse d'information que sur la réception et les représentations de la réalité que se font les citoyens.

Cette conclusion de Florian Sauvageau demeure partielle et, d'une certaine façon défaitiste. Fort courante dans le milieu des professionnels et spécialistes des médias, elle marque le rejet de toute perspective d'action possible des citoyens. Elle renvoie ces derniers dans un ailleurs, sur une scène marginale, comme s'il fallait se résigner à laisser-faire l'emprise des grands médias commerciaux. Elle réduit l'action citoyenne à une question de choix de consommation individuelle, au tout à chacun son média pour répondre, cette fois, à ses goûts idéologico politiques. Elle répercute à nouveau l'idée du danger de donner la parole aux citoyens et que les seules personnes habilitées à préserver et à défendre une presse d'information libre et de qualité sont les seuls professionnels qui la fabriquent en y trouvant leur gagne-pain et leurs heures de gloire.

Bien sûr, nous ne proposons pas ici de soumettre le travail de la presse aux humeurs non éclairées des citoyens. Nous ne sommes pas insensibles aux dangers nombreux de censures qui cela pourraient engendrer. Ce ne serait pas mieux qu'une presse contrôlée par l'État comme c'est le cas dans plusieurs pays. Mais, enfin, quelles issues peut-on imaginer quand notre presse d'information, en convergence avec l'ensemble des autres médias, se développe de plus en plus en confondant la liberté d'entreprise avec la liberté d'expression, l'intérêt public avec l'intérêt du public ? Notre société et l'ensemble de ses citoyens doivent-ils s'abstenir de faire quelque chose ?

Il ne s'agit pas ici de promouvoir une action citoyenne qui se nourrisse d'interdiction et de censure. Cela peut être évité si l'on décide d'entreprendre le travail d'une éducation critique aux médias qui met

à son agenda la connaissance des codes de déontologie, des Chartes des droits et des Lois.

L'information est un besoin vital dans une société de plus en plus complexe et pluraliste, car c'est grâce à elle que les individus peuvent participer démocratiquement à la vie de la collectivité.²⁶ Notre société reconnaît le droit du public à l'information qui requiert que celle-ci soit disponible, diversifiée, plurielle, accessible et de qualité. La responsabilité du public d'exiger en permanence la protection de ce droit et que les médias rencontrent ses exigences est primordiale. Pour ce faire, le citoyen doit s'informer et se tenir informé, analyser, critiquer et prendre la parole à propos du travail des médias.

Dans l'usage et la réception ordinaire que nous faisons des médias, nous avons peu l'occasion et encore moins les moyens de juger et d'intervenir sur la qualité des produits qu'ils nous offrent. Nous sommes démunis de connaissances pour recourir aux moyens permettant de gérer les risques de dérapage des médias et de l'information à l'heure de la marchandisation, de la concentration de la propriété, de la convergence et de la mondialisation.

Le développement d'une attitude proactive à l'endroit des médias est dorénavant une nécessité. Il devient impérieux de les reconnaître comme des agents culturels déterminants dont l'action et la responsabilité ne doivent pas se réduire au seul divertissement marchand. Ils sont des producteurs de documents significatifs nécessaires à la qualité de notre vie personnelle et à celle de la démocratie dont il faut apprendre à gérer l'usage critique et à exiger qu'ils assument, à leur niveau, leur propre responsabilité citoyenne.

---

²⁶ Fédération professionnelle des journalistes du Québec, «Charte du journalisme».

Conclusion

« La liberté d’expression a été consacrée par notre Constitution et est garantie dans la Charte québécoise pour assurer que chacun puisse manifester ses pensées, ses opinions, ses croyances, en fait toutes les expressions du cœur ou de l’esprit, aussi impopulaires, déplaisantes ou contestataires soient-elles. Cette protection est, selon les Chartes canadienne et québécoise, « fondamentale » parce que dans une société libre, pluraliste et démocratique, nous attachons une grande valeur à la diversité des idées et des opinions.»²⁷

[Retour à la table des matières](#)

Le droit à l’information exige des conditions favorables à son actualisation. Le droit d’être informé comporte aussi le devoir de l’être. Un citoyen ou une citoyenne qui ne s’informe pas et qui est mal informé, est un exclu de la société démocratique. Les citoyens en sont tout autant garants que les entreprises et les professionnels des médias eux-mêmes. La qualité de l’information s’ancre tout autant dans la vigilance du citoyen que dans la responsabilité de ses producteurs et de ses diffuseurs.

Vivre avec les médias est une expérience beaucoup plus complexe et conséquente qu’il n’y paraît. À la différence d’autres sociétés, le Québec ne s’est à peu près pas préoccupé jusqu’ici d’offrir à l’ensemble de ses citoyens l’accès à des moyens de gestion critique des complexités et des risques de ce monde des médias et des informations qu’ils fréquentent dans leur vie quotidienne ordinaire. Notre société ne s’est pas encore penchée sur l’intérêt qu’il y aurait à offrir à ses citoyens des moyens d’action leur permettant de s’impliquer eux-mêmes dans l’exercice d’une prise en charge des divers enjeux que peuvent susciter les médias. La société des médias commande plus que jamais le développement de la conscience des responsabilités des ci-

---

²⁷ Jugement de la Cour suprême, Irwin Toy c. Québec (Procureur général), 1989 1R.C.S. 927, 968. Extrait de : OUELLET, Fernand, Une démarche citoyenne d’éducation aux médias, La lettre d’opinion, inédit, été 2004.

toyens face aux médias. Cela commande d'observer les médias, de savoir les lire entre les lignes et de s'informer sur l'information.

Cela appelle la mise en place d'un cinquième pouvoir, celui qu'ont les citoyens de surveiller comment les médias exercent le quatrième pouvoir pour suivre et prendre part aux débats qui concernent leur travail, la qualité de l'information qu'ils diffusent et la diversité culturelle qu'ils nous présentent. Cela signifie s'exprimer et intervenir à propos des médias pour relativiser l'autorité exclusive de leur parole et des priorités des agendas qu'ils nous imposent.

- Il faut aujourd'hui ouvrir au moins quatre grands chantiers :
- le développement de l'éducation aux médias pour tous;
- la création d'observatoires des médias qui font entendre la voix et le débat des citoyens pour que ces derniers s'approprient la responsabilité d'être des « chiens de garde » du droit à une information de qualité, diversifiée, plurielle et accessible;
- le support, la création ou le développement de médias indépendants;
- la revalorisation de la profession de journaliste dans la presse d'information comme celle d'artiste et de créateur dans l'ensemble des productions culturelles.

Pour que tout cela puisse se réaliser, il s'impose que les organisations de la société civile dépassent leurs préoccupations corporatistes en cessant de s'intéresser aux médias seulement lorsqu'elles sont insatisfaites de la façon dont ils parlent d'elles et qu'elles s'éveillent sérieusement aux enjeux et aux défis complexes que pose l'information. Cela appelle aussi l'exercice de l'humilité et le réveil de la responsabilité des professionnels des médias. Cela suppose, enfin, la reconnaissance par l'État des enjeux vitaux que posent la qualité, la diversité et l'accessibilité de l'information pour la culture et l'exercice de la responsabilité citoyenne. Cela devrait conduire ce dernier à soutenir en ce sens l'éducation et la formation des éducateurs des jeunes et des adultes, à développer des politiques de la citoyenneté, de la communication et de la culture qui prennent en compte ces nouveaux enjeux pour la vie démocratique et la diversité culturelle.